

## L'Institut historique juif entre histoire et modernité

L'Institut historique juif (ZIH en polonais) existe depuis 1947. Il est né de l'institutionnalisation de la Commission centrale historique juive qui était apparue en Pologne dès 1944. Pendant toute la guerre, des tentatives spontanées et isolées, de plus ou moins grande envergure, ont émergé pour recueillir la parole des victimes au moment de leur anéantissement. Le travail effectué par Emmanuel Ringelblum et son groupe, connu sous le nom d'Oneg Shabbes, pour constituer des archives du ghetto de Varsovie, récemment retracé dans le magnifique essai de Samuel Kassow<sup>1</sup>, est le cas le plus célèbre d'une pratique de collecte de témoignages qui connaît alors de multiples exemples. Dans le ghetto de Vilnius, les écrivains Abraham Sutzkever et Shmerke Kacerginski ont recueilli et enfoui des livres et des documents qu'ils ont retrouvés après la guerre. Dans le camp de Janov, le sociologue Michel Borwicz a écrit des poèmes pour témoigner de son expérience et a recueilli les productions écrites d'autres membres du camp, qu'il avait parfois lui-même suscitées. Lors de l'entrée des Soviétiques dans les premiers territoires de Pologne orientale à l'été 1944, l'historien Filip Friedman a rassemblé des documents sur le sort des Juifs de Lwów. C'est notamment à partir de cette période du début de la libération que se constituent des comités historiques juifs dans les principales villes de Pologne, à l'initiative de ceux que l'on a nommés : Michel Borwicz, Filip Friedman, Shmerke Kacerginski, mais aussi Noe Gruss, passé pendant la guerre en URSS, ou encore Josef Kermisz, survivant de la révolte du ghetto de Varsovie. Tous avaient, avant la guerre, fait des études universitaires, d'histoire pour la plupart, qui les avaient sensibilisés à ces pratiques. En effet, depuis la fin du siècle précédent et la progressive sécularisation des savoirs juifs, Simon Doubnov avait popularisé l'idée de recherches historiques fondées sur des collectes ethnographiques de sources. Ces pratiques avaient été institutionnalisées par le Yivo fondé en 1925 à Vilnius. La collecte des témoignages du génocide, telle qu'elle fut largement pratiquée pendant et au sortir de la Seconde Guerre mondiale, provient en droite ligne de ces pratiques savantes ; lors de l'anéantissement de la communauté juive d'Europe centrale, elle apparut comme une priorité. Les comités historiques locaux ont été centralisés en une Commission centrale historique juive, le 28 décembre 1944, qui siègea bientôt à Lublin, et dont le double but était de rassembler des matériaux en vue des procès des criminels nazis et de faire connaître au monde la tragédie du peuple juif : « La Commission rassemble tout document imprimé, manuscrit ou autre, photographies, illustrations et preuves matérielles, organise et met en forme écrite tout témoignage oral et mandat de témoins et de victimes de la terreur hitlérienne »<sup>2</sup>. Dans un appel adressé à « tous les Juifs de Pologne », l'Association des Amis de la Commission centrale historique juive énonce ainsi : « Chaque Juif a l'obligation morale d'écrire ses expériences, car [chacun] a traversé différemment ces expériences. Ceux qui sont incapables d'écrire eux-mêmes doivent s'adresser à une branche de la Commission historique située près de chez eux, où leurs expériences seront consignées »<sup>3</sup>. Le travail des comités est donc conçu comme un service de proximité où chacun peut venir témoigner et reçoit de l'aide pour cela. Dans ce premier moment du témoignage, toutes les dimensions du génocide sont prises en compte : ainsi, le rôle des Polonais et leur responsabilité dans le génocide – passé sous silence durant toute la durée du régime communiste et redécouvert à l'orée des années 2000 par les ouvrages de Jan T. Gross<sup>4</sup> – n'est pas encore un thème tabou. Par ailleurs, ce travail de collecte des sources historiques semble dévolu à la seule communauté juive. Mais les membres de la Commission, qui veulent effectuer un travail d'historien, se trouvent pris en porte à faux entre cette

---

<sup>1</sup> Samuel D. Kassow, *Qui écrira notre histoire ? Les archives secrètes du ghetto de Varsovie*, (2007), Paris, Grasset, 2011.

<sup>2</sup> Cité dans Noe Grüss, *Rok pracy Centralnej Żydowskiej Komisji Historycznej*, Łódź, Centralna Żydowska Komisja Historyczna (notée CŻKH par la suite), 1946, p. 9.

<sup>3</sup> AŻIH, CŻKH, 336, t. 31, p. 21-22, « Sprawozdania Towarzystwa Przyjaciół Żydowskiej Komisji Historycznej ».

<sup>4</sup> Voir Jan T. Gross, *Les Voisins*, (2001), Paris, 2002. Jan T. Gross, *La peur* (2006), Paris, 2010. Pour un article résumant les ouvrages de Gross et les polémiques qui les ont accompagnées, A. Kichelewski, « La peur des Juifs ou des Juifs qui ont peur ? », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, 2009.

exigence d'objectivité et leur proximité, temporelle, mais aussi et surtout affective, avec le matériau sur lequel ils travaillent. De plus, le caractère exceptionnel de l'événement exige l'élaboration d'une méthode en phase avec son sujet : « personne dans le monde n'avait d'expérience sur ce type de recherche... Nous nous sommes éduqués au cours du travail »<sup>5</sup>. Tout cela engendre des polémiques : ainsi, il est reproché à l'ouvrage de Joseph Kermisz sur la révolte dans le ghetto de Varsovie « d'affaiblir la puissance de la résistance juive »<sup>6</sup>. De même qu'elle ne cache pas les relations judéo-polonaises, la Commission veut faire connaître la vérité, même quand elle n'est pas favorable aux Juifs. La découverte des archives Ringelblum, en septembre 1946, est un moment important pour son travail et son développement.

Mais la situation des Juifs évolue à mesure que l'on sort de la guerre et, avec elle, le rôle de la Commission. Après avoir cru un temps au possible retour d'une vie juive en Pologne, les survivants, en but à l'antisémitisme des Polonais, font le choix d'une émigration massive. Dans le rapport annuel de 1946, la Commission s'adresse aux Juifs en diaspora et s'oriente vers un travail de mémoire<sup>7</sup>.

Bien que la communauté juive soit yiddishophone à 80 %, dans un souci de diffusion, la Commission publie la plupart de ses documents en polonais (qui est aussi la langue maternelle de la plupart de ses membres, provenant de familles juives assimilées). Dans sa dernière année, les publications en yiddish se font plus nombreuses.

Cette même année 1947, la Commission centrale historique juive est remplacée par l'Institut historique juif. Celui-ci prend place dans la Bibliothèque juive, située historiquement au 3 de la rue Tlomackie, à côté de la grande synagogue où se trouvait depuis 1928 l'Institut des Sciences juives, ancêtre de l'Institut historique juif fondé par les premiers historiens du judaïsme, Moses Shorr et Meyer Balaban. De 1940 à 1942, la bibliothèque, dont un passage communiquait directement avec la synagogue, se trouvait à l'intérieur de l'enceinte du ghetto et fut un foyer de la vie culturelle juive : les membres d'Oneg Shabbes autour d'Emmanuel Ringelblum s'y retrouvaient secrètement, comme l'*Aleynhif* qui organisait l'aide alimentaire pour le ghetto. À partir de 1942, un nouveau découpage des limites du ghetto plaça le bâtiment en dehors de celui-ci ; lors de l'insurrection en avril 1943, la synagogue fut détruite et la bibliothèque partiellement brûlée. Cette dernière sera rénovée grâce au Joint American Distribution Committee et pourra accueillir le nouvel Institut qui s'y trouve encore aujourd'hui.

L'Institut se dote dès l'année suivante de plusieurs publications en yiddish, *Bleter far Geshikhte* [Feuillets pour l'Histoire], un mensuel yiddish, *Yidische Shriftn* [Les cahiers juifs] et d'une maison d'édition *Yidish Bukh* [Le Livre juif], tous deux créés en 1947.

Bien que, durant les deux premières années de leur existence, ces supports donnent majoritairement la parole à des œuvres de rescapés ou ayant pour thème le génocide juif, le passage de la Commission à l'Institut est motivé par la volonté de ne pas se cantonner aux années d'occupation nazie, mais de prendre en compte l'histoire millénaire des Juifs en Pologne. Tout se passe donc comme si, après une première phase de tentative de diffusion au grand public – en polonais –, les livres ayant pour thématique le sort des Juifs polonais devaient se cantonner à la sphère yiddishophone.

---

<sup>5</sup> N. Grüss, cité in N. Aleksion, *The Central Jewish Historical Commission in Poland*, Po-Lin, n° 20, 2008, p.94.

<sup>6</sup> J. Kermisz, cité in N. Aleksion, *op.cit.*, p. 93.

<sup>7</sup> « D'outre-mer, ils ne pourront jamais visiter la tombe de leurs proches (...). Mais ils ne permettront pas l'élimination de leurs frères de la mémoire collective. Ils érigeront un mémorial pour eux (...). Ce mémorial incarnera (ou sera ?) l'histoire de leur martyr. »

Le premier directeur de l'Institut historique juif est Nathan Blumental, qui avait succédé à Philip Friedman à la tête de la Commission, celui-ci étant parti en Allemagne, puis aux États-Unis, où il deviendra l'un des premiers historiens de la Shoah au côté de Salo Baron. D'autres membres des Commissions s'installent en Israël et participent à la fondation de Yad Vashem : Rachel Auerbach, l'une des seules survivantes d'Oneg Shabbas, et Joseph Kermisz qui en deviendra le premier directeur. On voit ainsi comment la précaire Commission historique a été la matrice des plus importantes institutions de témoignage sur la Shoah.

En 1950, une deuxième partie des archives Ringelblum est découverte qui vient compléter le fonds de l'Institut. Mais celui-ci va pâtir du régime communiste qui se met en place en Pologne et qui ne reconnaît pas la spécificité du génocide juif parmi les crimes commis envers les Polonais. Entre 1949 et 1950, les organisations juives sont supprimées par le nouveau régime. À partir des années 1970, l'émergence d'un mouvement illégal d'opposition démocratique marque un timide regain d'intérêt pour l'histoire judéo-polonaise, qui s'affermi avec Solidarnosc. C'est véritablement, après la chute du régime – et plus particulièrement de 1993 à 1997 –, le cinquantenaire de la libération du ghetto de Varsovie puis de la création de l'IHJ qui vont permettre la reprise de son activité. En 2000, ses locaux sont restaurés. Depuis 2009, l'Institut a pris le nom d'Emmanuel Ringelblum.

Depuis ses débuts, l'Institut comprend des archives, une bibliothèque et un musée. Le musée contient des objets rituels et des œuvres d'artistes juifs. Il montre deux expositions permanentes, l'une sur l'art juif, qui contient notamment une collection unique de textiles faits par des Juifs grecs qui furent exterminés à Auschwitz et dont les œuvres furent cachées dans les caves d'un palais en Silésie puis découvertes après la guerre, et l'autre sur le ghetto de Varsovie.

La bibliothèque contient 70 000 volumes, moitié en yiddish et moitié en hébreu, dont une partie provient de ce qui fut sauvé de l'ancienne bibliothèque et le reste de nombreuses bibliothèques juives dont celle du séminaire théologique de Breslau. Ces deux parties sont ouvertes au public.

Le fonds d'archives, dévolu aux chercheurs, est essentiellement constitué par les archives Ringelblum qui sont inscrites au patrimoine de l'UNESCO. Ces archives sont désignées comme le « trésor » de l'Institut et intimement liées à son histoire. D'une richesse inestimable, elles sont loin d'avoir été rendues entièrement accessibles au grand public et un vaste chantier de publication est en cours qui constitue peut-être aujourd'hui, après une phase de purgatoire sous l'ère communiste, sa mission la plus importante. Cinq volumes ont déjà été publiés à ce jour (dont deux ont été traduits en français<sup>8</sup>) et l'ensemble devrait atteindre au total environ vingt-cinq volumes. Ces archives suscitent dans le monde de la recherche un intérêt grandissant, comme en témoigne la publication récente de l'ouvrage de Samuel Kassow<sup>9</sup>.

Les archives contiennent aussi des matériaux sur la Pologne juive d'avant-guerre, sur la communauté juive et les organisations religieuses de Cracovie depuis le début du 19e s. notamment. Concernant la période de la guerre, outre les archives Ringelblum, elle possède des matériaux sur le ghetto de Cracovie, le camp de travail situé à Czestochowa, le camp de Lublin. Sur l'après-guerre, elle contient de nombreux témoignages de survivants provenant du travail de la Commission historique juive, des matériaux sur le JOINT et sur l'organisation israélienne d'aide à l'immigration (HIAS).

L'Institut comprend une équipe de chercheurs travaillant sur différents axes de l'Histoire juive : l'histoire des idées (mysticisme, mouvement hassidique, antisémitisme), des axes monographiques

---

<sup>8</sup> E. Ringelblum, *Archives clandestines du ghetto de Varsovie*, tomes I et II, présenté par R. Sakowska, sous la direction de J. C. Famulicki, Paris, Fayard, BDIC, 2007.

<sup>9</sup> Samuel D. Kassow, *Qui écrira notre histoire ?*, op.cit.

(les Juifs de Varsovie), l'histoire de l'après-guerre. Cette équipe anime un séminaire et accueille des conférences internationales.

L'Institut développe également un versant mémoriel : tout d'abord par une politique pédagogique, sous la forme d'écoles d'été pour enseignants sur l'Histoire et la culture des Juifs polonais, et la diffusion des connaissances sur la Shoah dans les écoles (publications, conférences, etc.). Dans le même sens, elle regroupe une base de données des communautés juives polonaises, pour les recherches généalogiques des Juifs du monde entier venant sur les traces de leurs ancêtres.

Enfin, elle promeut des événements visant à faire exister la culture juive polonaise en Pologne ou à accompagner l'intérêt pour cette dernière, comme l'année Korczak en 2012.

À la fois par ses origines et par le regain d'intérêt pour l'Histoire juive en Pologne et le développement constant des politiques mémorielles, l'Institut historique juif remplit aujourd'hui une série de missions (musée, mémorial, centre de recherches) qui font de lui l'acteur central de la judéité polonaise. L'ouverture prochaine d'un musée juif à Varsovie (prévue pour le printemps 2013) permettra à l'Institut de se consacrer plus exclusivement à sa vocation initiale de recherche historique (relayée par les universités), tout en donnant plus d'espace au passé juif de la capitale polonaise.

Judith Lindenberg